

JURA



JEUDI 27 JANVIER 2022

METTRE UN COUP D'ARRÊT AUX RÉGRESSIONS SOCIALES

Depuis près de 2 ans, le patronat avec le soutien implicite du gouvernement, utilise la crise sanitaire comme prétexte pour accélérer la remise en cause des conquises sociales, du droit du travail et des libertés individuelles et collectives.

Les plans de suppression d'emplois (honteusement appelés Plan de Sauvegarde de l'Emploi) ont fleuri un peu partout dans le département.

LE PASS NE PASSE PAS.

Dans les différents hôpitaux du département, plusieurs professionnels de santé ont vu leurs contrats de travail suspendus à cause du « PASS SANITAIRE ».

Comme si le « PASS SANITAIRE » n'était pas suffisamment privatif de liberté, les trois députés jurassiens **LREM/LR** (Jean-Marie **SERMIER**, Danielle **BRULEBOIS**, Marie-Christine **DALLOZ**) ont laissé passer le « PASS VACCINAL » soit en votant la loi instaurant celui-ci, soit en ne votant pas contre (abstention). Emmanuel Macron a « très envie d'emmerder les non-vaccinés jusqu'au bout », le vote du « PASS VACCINAL » est une façon très explicite d'emmerder les « non-vaccinés ».

POUVOIR D'ACHAT : OUI MAIS !

Si le pouvoir d'achat est un sujet de la présidentielle, il ne doit pas être traité n'importe comment, tel que le propose la droite ou le candidat zemmour "Il n'est pas normal d'avoir un tel écart entre le salaire net et le salaire brut". **BAISSER LES COTISATIONS SOCIALES, C'EST BAISSER VOTRE SALAIRE :**

- Une retraite encore plus petite car les cotisations seraient plus faibles (*Tout le monde s'offusque des petites retraites mais ils veulent empirer la situation des retraités*)
- Une sécurité sociale encore moins remboursée car moins de rentrées de cotisations (*Tout le monde envie notre système de santé, mais les libéraux s'attellent à la casser*)
- Une assurance chômage qui enverrait à coup sûr des personnes dans la précarité, voir vers le RSA (*les salariés licenciés n'ont pas demandé à « profiter » du chômage*).

Le pouvoir d'achat passe par l'augmentation des salaires, les richesses produites doivent servir également à augmenter les salaires, ces hausses de salaires permettront par le biais des cotisations sociales de financer notre système de retraite, notre système de santé et d'assurer une rémunération décente aux privés d'emplois.

LE DÉGEL DU POINT D'INDICE de la fonction publique est urgent. Aujourd'hui, de nombreux agents sont **RÉMUNÉRÉS EN DESSOUS DU SMIC** et se voient attribuer des primes afin d'arriver au niveau du SMIC. Nous sommes très loin du statut privilégié des fonctionnaires rabâché en boucle dans les médias par les capitalistes de tout bord, la réalité est tout autre.

CASSE DE L'EMPLOI DANS LE JURA

Jacob Delafon à Damparis où des licenciements ont été prononcés malgré un repreneur.

LMT Belin à Lavancia où l'entreprise a fermé.

SKF Aerospace à Lons où après une lutte les licenciements contraints se sont « limités » à 20 personnes.

MBF à St-Claude où malgré une lutte de plusieurs mois, ont vu leur projet de SCOP abandonné car les donneurs d'ordre les ont laissé tomber malgré un savoir-faire inestimable.

TOUS EN GREVE LE JEUDI 27 JANVIER 2022 - MANIFESTATION

LONS-LE-SAUNIER : place de la liberté à 15h00

DOLE : Avenue de Lahr à 10h30



Le 27 janvier 2022 : mettre un coup d'arrêt aux régressions sociales !

Les organisations syndicales du Jura **CGT- FO - FSU - Solidaires** réunies le 6 janvier 2022 en intersyndicales appellent à la mobilisation de l'ensemble des travailleurs du secteur privé et public, jeunes, retraités, **le jeudi 27 janvier 2022.**

Depuis près de 2 ans, le gouvernement et le patronat utilisent la crise sanitaire pour accélérer la remise en cause des conquises sociales, du droit du travail et des libertés individuelles et collectives, provoquant un accroissement des inégalités et de l'exclusion sociale. L'élargissement et l'accélération indispensables de la vaccination demandent de renforcer l'accès à la santé, les moyens de l'hôpital public et de la médecine du travail. Cela nécessite de convaincre et de rassurer, et non de sanctionner les salariés.

L'intersyndicale exige le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage

L'intersyndicale exige l'abandon de la réforme des retraites qui est toujours à l'ordre du jour. Toutes les organisations syndicales ont signifié leur refus de s'engager dans une énième concertation sur la question. Le chef de l'Etat maintient sa provocation en évoquant son intention de faire disparaître pour commencer les régimes spéciaux de retraite. **Si une telle mesure était mise en place l'intersyndicale appellerait les travailleurs à la combattre avec détermination.**

L'intersyndicale affirme l'urgence d'augmenter réellement le SMIC, les grilles de classifications, le point d'indice de la Fonction Publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

L'intersyndicale invite les salariés, dans les entreprises, les administrations, les services, à se réunir avec leurs organisations syndicales en assemblées générales, pour organiser les modalités d'action collective pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.

C'est pourquoi l'intersyndicale exige :

- L'augmentation des salaires,
- Le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage,
- L'abandon de la contre-réforme des retraites.
- Un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes ;
- La conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois ;
- L'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives. **L'exemple des MBF St-Claude démontre la nécessité de s'opposer aux licenciements et aux délocalisations.**
- Un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses ;
- La fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens ;
- **Un moratoire immédiat sur les fermetures de classes dans les écoles, collèges, lycées ;**
- Le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Les organisations syndicales du Jura **CGT- FO - FSU - Solidaires** appellent l'ensemble des salariés du privé et agents du public à faire grève et à participer aux rassemblements.

RASSEMBLEMENTS/MANIFESTATIONS INTERPROFESSIONNELLES UNITAIRES LE 27 JANVIER 2022 :

- **DOLE à 10h30 Avenue de Lahr**
- **LONS-LE-SAUNIER à 15h00 Place de la Liberté**

Lons-le-Saunier, le 06 janvier 2022